



Pandora Papers

PARADIS FISCAUX

# Le Premier ministre tchèque a secrètement acheté un somptueux domaine sur la Côte d'Azur

Richissime homme d'affaires reconverti dans la politique, Andrej Babis a « oublié » de mentionner dans sa déclaration de patrimoine l'existence de structures offshore qui détiennent plusieurs propriétés luxueuses à Mougins, près de Cannes.

SCILLA ALECCI (ICIJ)  
(ADAPTÉ DE L'ANGLAIS PAR X.C.)

C'est la dernière ligne droite de la campagne électorale, en République tchèque. Le week-end prochain, le Premier ministre sortant, Andrej Babis, saura s'il rempile pour un nouveau mandat ou pas. Le suspense est réel, car l'homme, élu en octobre 2017, est en petite forme dans les sondages, de plus en plus contesté dans son pays comme au sein des instances européennes. En juin 2019, plus de 250.000 personnes se sont rassemblées à Prague pour réclamer sa démission (la plus grosse manifestation tchèque depuis la fin du communisme). Babis est notamment accusé d'avoir détourné des fonds européens. Après avoir mené plusieurs audits, la Commission européenne a d'ailleurs confirmé que des subsides ont été « indûment accordés » à des entités du groupe Agrofert, la multinationale à la tête de laquelle Andrej Babis a construit sa fortune, avant sa triomphale entrée en politique. Un parcours qui n'est pas sans rappeler celui de Donald Trump, à qui l'homme d'affaires aime se comparer. Allant même jusqu'à se réapproprier son slogan : « Make the Czech Republic strong again. »

Les Pandora Papers risquent toutefois de chambouler les plans de campagne du milliardaire populiste. Certains documents révèlent en effet que M. Babis s'est offert dans le plus grand secret, en faisant transiter les fonds via une société offshore, le château Bigaud, à Mougins. Un site de 9,4 hectares à quelques pas de la Côte d'Azur, joyau immobilier du village où Pablo Picasso a passé les 12 dernières années de sa vie. La prestigieuse demeure est équipée d'un cinéma, d'une cave à vin et d'une salle de fitness. Mais on repassera plus tard pour le tour du propriétaire.

Car ce qui surprend, ce n'est pas le côté « grand luxe » du bâtiment - Babis est présenté comme le deuxième homme le plus riche de son pays. C'est plutôt l'opacité avec laquelle il a procédé à l'acquisition, lui qui s'est toujours présenté comme le parangon de la transparence. Car dans les formulaires de déclaration de patrimoine complétés par Babis depuis son entrée en politique (2013), dont nos partenaires de Investigace.cz ont obtenu copie, aucune trace du château Bigaud. Ni de la série de sociétés impliquées dans son acquisition. Alors que la loi tchèque lui impose de déclarer les actifs qu'il détient.

Iles Vierges -  
Washington - Monaco

Les cachotteries du Premier ministre tchèque ont démarré en juillet 2009. A l'époque, il a fait appel au cabinet panaméen Alcolgal pour procéder à la

création de deux sociétés, l'une aux îles Vierges britanniques, nommée Blakey Finance Ltd., l'autre à Washington D.C., baptisée Boyne Holding LLC. Cette dernière détient une société de gestion immobilière, logée cette fois à Monaco, et intitulée SCP Bigaud. Comme le château.

Quelques mois plus tard, Babis injecte 15 millions d'euros dans sa société des îles Vierges. Des fonds qui seront immédiatement transférés vers Washington, puis prêtés à Monaco, pour « financer l'acquisition de biens immobiliers », peut-on lire dans un document. Le pluriel est de mise car, en réalité, on parle d'un achat groupé de 16 propriétés à Mougins, dont le château Bigaud.

Et la fièvre acheteuse d'Andrej Babis ne s'arrête pas là. En avril 2010, sa société monégasque achète un terrain adjacent au château, à nouveau via un prêt de 1,75 million d'euros de la société des îles Vierges. D'après le cadastre français, Andrej Babis détient également des actions dans une autre société monégasque (SCP Porte des Iles), via laquelle il a acquis sept nouvelles propriétés à proximité du château, d'une valeur totale de 4,8 millions d'euros.

Cette structure à multiples couches (îles Vierges, Washington, Monaco) peut avoir pour objet de réduire la charge fiscale du propriétaire sur les potentielles plus-values dégagées, selon les experts consultés par l'ICIJ. Cela pouvait également servir à masquer l'identité du véritable propriétaire des biens, qui semblait ne pas souhaiter en faire la publicité, vu qu'il a « oublié » de les mentionner dans sa déclaration de patrimoine.

Le Premier ministre tchèque, Andrej Babis, n'a pas répondu aux sollicitations de l'ICIJ. Trois médias partenaires du consortium (Investigative.cz, Le Monde et NDR) se sont même vu retirer leur accréditation de presse pour assister à un meeting de campagne, après avoir envoyé une série de

questions sur le même sujet.

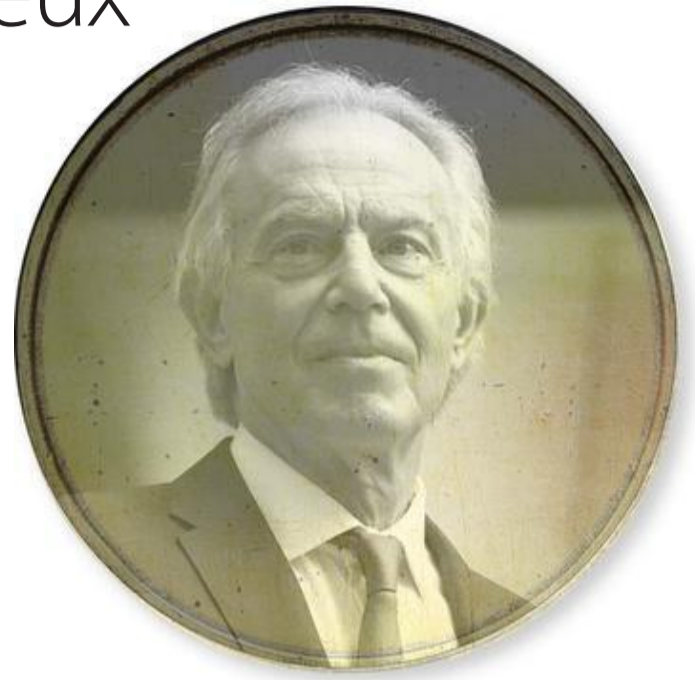
La société des îles Vierges a été dissoute en 2015, alors qu'Andrej Babis occupait déjà la fonction de ministre des Finances. Les deux monégasques ont, elles, fusionné avec une autre société immobilière de l'empire Babis, en 2020.

**Au ranch masqué**

Ce n'est pas la première fois que le Premier ministre tchèque est pointé du doigt. Il traîne depuis quelques années une autre casserole : « l'affaire Stork's Nest », du nom d'une immense ferme touristique située en bord de lac, à 40 minutes au sud de Prague. Un site qui a reçu près de deux millions de subsides européens en 2008, pour transformer le complexe abandonné en un centre de conférences, accompagné d'un ranch. Un subside exclusivement réservé à des « petites entreprises », que Babis a pu obtenir car personne ne savait à l'époque qu'il était derrière le projet. C'est la presse nationale qui a révélé que le milliardaire était l'actionnaire du projet, masqué derrière une offshore et des titres au porteur. Vu la taille de son groupe Agrofert (250 filiales dans 18 pays du monde), il n'aurait évidemment pas pu être éligible aux subsides.

En 2015, la police locale a ouvert une enquête sur ce dossier, tout comme l'Office européen de lutte anti-fraude. Ce dernier a conclu, deux ans plus tard, que M. Babis avait « fourni de fausses informations et dissimulé des informations importantes » à l'organe en charge de distribuer les subsides. Mais à Prague, la justice a stoppé ses investigations, sans motiver sa décision.

Quand Tony Blair évite les taxes foncières



Tony Blair. © REUTERS.

Alors qu'il faisait campagne pour devenir le leader du Parti travailliste anglais, l'ex-Premier ministre Tony Blair (1997-2007) prononça un discours qui résonne encore aujourd'hui. « Nous devons lutter contre les abus du système fiscal. Pour ceux qui peuvent employer les bons comptables, c'est un havre d'escroqueries et de profits. Nous ne devrions pas faire de nos règles fiscales un terrain de jeu où certains paient peu ou pas d'impôts alors que les autres paient plus que leur part. » Les Pandora Papers nous apprennent pourtant qu'en 2017, Tony Blair et sa femme Cherie ont fait l'acquisition, pour un montant de 7,5 millions d'euros, d'une société basée aux îles Vierges britanniques. Cette offshore détenait un immeuble londonien, qui accueille aujourd'hui le cabinet d'avocats de Cherie Blair. Le couple a acheté cette offshore immobilière à la famille du ministre de l'Industrie et du Tourisme de Bahreïn, Zayed bin Rashid al-Zayani. En devenant propriétaires des actions d'une société offshore, plutôt que du bien immobilier directement, les Blair ont pu économiser plus de 360.000 euros de taxes foncières. Contactée au nom de l'ICIJ, Cherie Blair assure que son mari n'était pas impliqué dans cette transaction, et que son objectif était de « ramener le bâtiment dans le régime fiscal et réglementaire du Royaume-Uni ». Elle ajoute qu'elle « ne voulait pas devenir propriétaire d'une société aux îles Vierges », mais que c'est le vendeur qui « tenait à ce que la société offshore soit vendue ». L'entité aux îles Vierges est aujourd'hui liquidée. X.C.

16

Quelques mois après avoir créé, en juillet 2009, deux sociétés - l'une aux îles Vierges britanniques, l'autre à Washington D.C. -, Babis injecte 15 millions d'euros dans sa société des îles Vierges. Des fonds qui seront immédiatement transférés vers Washington, puis prêtés à Monaco, pour « financer l'acquisition de biens immobiliers », peut-on lire dans un document. Le pluriel est de mise car, en réalité, on parle d'un achat groupé de 16 propriétés à Mougins, dont le château Bigaud.



Andrej Babis, de plus en plus contesté dans son pays, a acquis le château Bigaud dans une certaine opacité.

© REUTERS.